
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Marché établi en application du Code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

Marché 2025.63

Réalisation technique de l'enquête « Baromètre de la démocratie » -
Volet Institutions, offre politique et confiance citoyenne

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS _____	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ _____	4
ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS _____	4
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE _____	4
ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE _____	5
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE _____	5
ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION _____	6
ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE _____	6
ARTICLE 11 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) _____	7
ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ _____	15
ARTICLE 13 - PRIX _____	15
ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE _____	17
ARTICLE 15 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT _____	17
ARTICLE 16 – AVANCE FORFAITAIRE _____	20
ARTICLE 17 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE _____	20
ARTICLE 18 - PENALITES _____	20
ARTICLE 19 - RESILIATIONS _____	21
ARTICLE 20 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	22
ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-PI _____	23

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation technique de l'enquête « Baromètre de la démocratie » - Volet Institutions, offre politique et confiance citoyenne. Ce marché est un marché ordinaire de services passé en procédure adaptée.

Ce baromètre est un dispositif national visant à évaluer le rapport que les citoyens entretiennent aux institutions démocratiques au sens large. Plusieurs enquêtes seront réalisées à l'issue des séquences électorales auprès d'échantillons représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus ainsi qu'auprès des professions d'ordre et de l'enseignement. (cf article 1 du CCTP).

ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée selon les dispositions des articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il prendra la forme d'un marché ordinaire de services composé d'un lot unique en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes. En effet, la dévolution en lots séparés du présent marché est susceptible de poser des problèmes importants en termes d'interopérabilité au niveau des prestations fournies par l'entreprise titulaire du marché, ce qui serait susceptible de compromettre sa bonne exécution.

Par ailleurs, il pourra comporter une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles obligatoirement chiffrées par le candidat :

- PSE 1 : Ajout d'une vague d'enquête de la phase qualitative et quantitative dans le volet professionnel « Profession d'ordre » (Vague 1)
- PSE 2 : Ajout d'une vague d'enquête de la phase qualitative et quantitative dans le volet professionnel « Profession d'ordre » (Vague 2)
- PSE 3 : Ajout d'une vague d'enquête de la phase qualitative et quantitative dans le volet professionnel « Profession d'ordre » (Vague 3)

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes, complétés et signés, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seule foi en cas de litige,
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
4. L'offre technique du titulaire,

5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) de 2021
6. La loi n°51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des publics ne sont pas applicables.

L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). De même, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois 1 an (soit 48 mois) à compter de sa notification.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur est tenu de prévenir le titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'anniversaire du marché.

ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent sur l'ensemble du territoire français (enquête). La remise des livrables et les réunions se feront par voie numérique et, le cas échéant, au CERAPS situé au 1 Place Déliot à Lille.

ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation

de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)

- Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et l'article L141-6 du Code de l'éducation, le titulaire s'engage à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat.

Il appartient au titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d'exécutions des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l'Université en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces principes, le titulaire s'expose à des pénalités ainsi qu'à une résiliation pour faute.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Lors de la déclaration de sous-traitance, le titulaire doit remettre à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance (DC4) par voie électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception avec tous les renseignements demandés dans ce formulaire.

De plus, il est rappelé que, conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance ne peut porter sur l'intégralité des prestations du marché. En cas de doute sur la nature de la sous-traitance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le contrat de sous-traitance établi entre le titulaire et le potentiel sous-traitant.

Le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC (article 6 de la loi du 31 décembre 1975).

Le sous-traitant de 1^{er} rang déclare au titulaire ses propres sous-traitants.

Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant de 2nd rang répond à toutes les règles imposées au sous-traitant de 1^{er} rang.

La déclaration de sous-traitance de 2nd rang doit être également transmise à l'acheteur. Il est précisé que les sous-traitants de 2nd rang et ultérieurs sont exclus du paiement direct.

En matière de responsabilité, la sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire ce qui veut dire qu'il demeure responsable de l'exécution du marché.

ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par l'Université, conformément aux dispositions prévues par les articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le délai imparti pour l'Université pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions de l'article 28.2 du CCAG-PI.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. Au cas où l'université découvrirait, après admission, des défauts, elle en avise le titulaire dans les délais les plus brefs. Ce dernier procède alors à leur remplacement par retour du courrier.

Toute contestation fait l'objet de l'établissement immédiat d'un document écrit, dans lequel l'université consigne ses réserves et ses observations et l'adresse au titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur fera application des articles 36 et suivants du CCAG-PI.

ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissances d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature revêtant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du service, à l'organisation fonctionnelle du service et du pouvoir adjudicateur, sont tenus par une obligation de moyen de confidentialité afin d'éviter que ces éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En somme, le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent ou tout résultat, étude qui en seraient issus.

Il est précisé que les documents rendus publics ne sont pas assujettis au présent article.

Par ailleurs, l'obligation de confidentialité du titulaire s'étend également aux sous-traitants à sa charge. Il doit s'assurer du respect, par ses sous-traitants des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité et du respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. De ce principe, le titulaire s'engage à faire figurer dans son contrat avec le sous-traitant une clause imposant à celui-ci les mêmes obligations que celles du présent marché.

En complément de cet article, le titulaire s'engage à respecter strictement le secret statistique et interdit toute utilisation ou réutilisation des données communiquées dans le cadre du présent marché à des fins de contrôle fiscal, de répression économique ou de toute décision portant atteinte aux intérêts des personnes concernées.

Toute diffusion de résultats statistiques doit impérativement respecter l'interdiction de réidentification des personnes ou entreprises concernées, notamment en évitant la

CCAP-2025.63

publication de données relatives à un nombre insuffisant d'entités ou toute information susceptible de porter atteinte à la confidentialité des données.

Le titulaire prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité des données et prévenir toute divulgation non autorisée, conformément aux obligations générales de confidentialité prévues au contrat et aux dispositions légales applicables. Le non-respect de ces obligations expose le titulaire aux sanctions prévues par le présent marché, ainsi qu'aux sanctions légales, notamment celles prévues à l'article 226-13 du Code pénal relatif à la révélation d'informations confidentielles par une personne dépositaire de ces informations.

ARTICLE 11 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

11.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* » ou « *RGPD* »).

11.2 Qualification de la responsabilité des parties

Dans le cadre de l'exécution du présent marché et conformément de l'article 4 du RGPD, le titulaire, aura le statut de sous-traitant (ci-après « *le sous-traitant* » ou le « *titulaire* »). L'acheteur aura le statut de responsable de traitement (ci-après « *le responsable de traitement* » ou « *l'acheteur* »).

11.3 Finalité du traitement

Le sous-traitant est autorisé à réaliser pour le compte du responsable de traitement le(s) traitement(s) de données personnelles nécessaires à l'exécution du présent marché.

Il portera une attention particulière à la conformité de(s) traitement(s) portant sur des données relevant de catégories particulières (dite « *sensibles* ») au sens de l'article 9 du RGDP.

11.4 Obligations du responsable de traitement et celles du sous-traitant vis-à-vis de ce dernier

- Obligations du responsable de traitement

Le responsable de traitement s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
 - veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
 - superviser le traitement, y compris réaliser les audits visés à l'article n°11.10 du présent marché.
- Obligation du sous-traitant
 - Limitation des finalités

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 11.3 des présentes clauses, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement. Dans le cas de finalités non énumérées à l'article 11.3 des présentes clauses, le titulaire s'engage à demander systématiquement le consentement de l'utilisateur.

- Instruction

Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

- Information de toute difficulté dans l'application de la réglementation

Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

- Procédure en cas de recours à un sous-traitant ultérieur

- a) Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement.
- b) Au cours de l'exécution du présent marché, le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique de recourir à un nouveau sous-traitant ultérieur au moins 30 jours avant le recrutement de celui-ci, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation visé ci-dessus (a.)

- c) La liste des sous-traitants ultérieurs effectuant une ou plusieurs opérations de traitement visées à l'article 11.3 ci-dessus est communiquée au responsable de traitement par le sous-traitant avant la conclusion du marché et à toute mise à jour de celle-ci.
- d) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du RGPD.
- e) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.
- f) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- g) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.
 - Tenue d'un registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- a) Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- b) Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- c) Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- d) Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, et notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à communiquer sur demande du responsable de traitement la déclaration des activités de traitement effectuées pour son compte dans le cadre du présent marché.

- Communication des coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

11.5. Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du RGPD.
- b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 14.4 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du RGPD en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du RGPD, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

11.6. Prise en compte des droits des personnes concernées

- Prise en compte des droits des personnes concernées par le responsable de traitement

Il appartient au responsable de traitement de répondre aux demandes d'exercice de droit qui lui sont adressées par les personnes concernées.

Pour ce faire, la solution proposée par le sous-traitant comportera un espace spécifique accessible à tout moment par les personnes concernées, permettant d'informer celles-ci conformément aux articles 13 et 14 du RGDP.

- Prise en compte des droits des personnes concernées par le sous-traitant
 - Information des personnes

Au moment de la collecte des données, le sous-traitant doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

- Exercice de droits
 - a) Le sous-traitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception de la demande, le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.
 - b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

11.7. Mesures de sécurité

- Niveau d'exigence

Les dispositions du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité sont applicables au présent marché. Ce clausier est consultable en suivant le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

En outre, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Il s'engage également à ne pas être sujet à un risque d'accès non autorisé par des autorités publiques d'État tiers.

Le candidat devra apporter toutes les précisions attendues notamment en fournissant sous la forme d'un Plan d'assurance sécurité (PAS) les règles de sécurité applicables aux traitements de données personnelles nécessaires à l'exécution du présent marché

- Confidentialité

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat.

Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel signent un engagement de confidentialité vis-à-vis des données personnelles précisées à l'article 11.3 des présentes clauses ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

11.8. Notification en cas de violation de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

- Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du RGPD doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins:
 - 1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - 3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais;

- c) aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGDP, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.
 - o Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans un délai de 24h après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel;
- c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

11.9. Sort des données au terme de l'exécution du marché

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 4 des présentes clauses.

Au terme de l'exécution du contrat et sauf dispositions contraires définies par le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression.

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression des données.

11.10. Documentation et conformité

- a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.
- b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD.

- d) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.
- e) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- f) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

11.11 Résiliation du marché

- a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
 - a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 - b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
 - c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.
- c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

12.1. Réalisation de prestations similaires

Dans le cadre de ce marché, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour le marché dans les conditions suivantes :

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché. Le(s) montant(s) de ce(s) nouveaux marché(s) cumulé(s) avec le montant du marché initial concerné, passé après mise en concurrence, sera inférieur au seuil européen de 143 000 € HT.

Pour chaque marché de prestations similaires, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés du marché initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par l'Université de Lille.

En cas de refus de l'Université de Lille d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre du marché initial ou du marché de prestations similaires.

ARTICLE 13 - PRIX

13.1. Prix de règlement

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG PI 2021, il est précisé que les prix incluent tous les frais résultants de l'exécution des prestations confiées au Titulaire, y compris les frais généraux, impôt, taxes, ainsi que les assurances que le Titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI 2021, les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations, c'est-à-dire au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations de maintenance, lors de l'établissement de son offre financière.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

13.2. Forme de prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

13.3. Révision de prix

Les prix sont fermes la première année et révisibles chaque année à la date anniversaire, en appliquant un coefficient P_n calculé selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$$

P_n = Nouveau Prix

P_0 = prix à la remise de l'offre

I_n est le dernier indice de référence connu

I_0 est l'indice en vigueur au mois de la notification du marché

I est l'indice SYNTEC

13.4. Clause de substitution de l'indice prévu à l'article 13.3 du CCAP

En cas de disparition, en cours d'exécution du présent marché, d'un indice référencé pour le calcul de la variation des prix à l'article 14.3 du présent CCAP, le titulaire s'engage à notifier sans délai cette situation à l'Université, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette disparition.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour examiner de bonne foi les alternatives possibles et convenir d'un nouvel indice de substitution qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations objet du marché. Les parties s'efforceront de sélectionner un indice qui assure une équivalence économique avec l'indice disparu, afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois le nouvel indice de substitution convenu, les modalités de son application pour le calcul de la variation des prix seront formalisées par un avenant à l'accord-cadre. Cet avenant précisera la date d'effet du nouvel indice, ainsi que toute modification nécessaire des formules de révision des prix initialement prévues.

En attendant la formalisation du changement d'index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation des prix sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

13.5. Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, l'Université de Lille se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure à 3% du prix retenu lors de la notification.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier la hausse exceptionnelle selon les justifications transmises.

ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

14.1. Cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats de l'exploitation

Par dérogation aux dispositions de l'article 35.2 du CCAG-PI, sont considérés comme « résultats issus de l'exécution du présent marché » l'ensemble des éléments, matériels ou immatériels, produits ou recueillis dans le cadre de son exécution pour le compte de l'Université de Lille. Sont notamment visés, sans que cette liste soit limitative, les travaux, études, analyses, données, calculs, schémas, représentations graphiques, guides, supports de présentation, informations de toute nature, logiciels, bases de données, signes distinctifs, esquisses, dessins, modèles, illustrations et documents quels qu'en soient la forme, le support ou le degré d'originalité, qu'ils relèvent ou non de la protection par un droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire transfère à titre exclusif à l'Université de Lille l'ensemble des droits de propriété intellectuelle attachés aux études, enquêtes, livrables et documents élaborés dans le cadre du marché. Toute utilisation, communication ou diffusion, totale ou partielle, desdits éléments par le titulaire est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse de l'Université.

La cession ainsi consentie couvre notamment :

- Le droit d'usage, permettant à l'Université d'utiliser librement les études, documents et résultats pour tout besoin, sous quelque forme que ce soit ;
- Le droit d'adaptation, incluant le droit de corriger, modifier, traduire, transposer, adapter ou transformer, en tout ou partie, les résultats, sur tout support et dans tout langage, y compris informatique ;
- Le droit de reproduction, comprenant la faculté de fixer, conserver, copier ou faire copier les livrables sur tout support, connu ou à venir, en un nombre illimité d'exemplaires ;
- Le droit de représentation, permettant la communication ou la mise à disposition du public, par tout moyen ou procédé existant ou futur, tant à destination d'un public spécialisé que du grand public ;
- Le droit d'exploitation, incluant le pouvoir pour l'Université d'exploiter directement les résultats ou d'en concéder les droits à des tiers, en France ou à l'étranger, à titre gratuit ou onéreux, sous forme exclusive ou non.

Le prix du marché inclut la cession intégrale des droits de propriété intellectuelle afférents aux prestations.

Par ailleurs, cette cession, consentie par les cédants au cessionnaire, couvre toute la durée prévue par les articles L123-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

14.2. Exclusion des connaissances antérieures du champ de cession

Conformément à l'article 32.2 du CCAG-PI, le titulaire, l'Université de Lille et les tiers restent propriétaires des droits de propriété intellectuelle portant sur les connaissances antérieures.

ARTICLE 15 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

15.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.

Les modalités de paiement sont définies à l'article 9 du présent CCAP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.63 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTR1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

15.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 17 sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire

pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

15.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

15.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

14.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

15.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

15.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

15.8 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-TIC.

15.9 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 16 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, conformément aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance sera :

- De 30 % à la notification pour les petites et moyennes entreprises (PME)
- D'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois pour les entreprises autres que les PME (article R2191-7 du Code de la commande publique)

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant précisé à l'article susvisé.

ARTICLE 17 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTR11, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 18 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur applique les pénalités ci-dessous en cas de manquement du titulaire :

- **Pénalités de retard de livraison :** Ces pénalités seront dues à tout retard de livraison à la dernière étape qui recouvre, pour chaque enquête quantitative, la livraison du questionnaire définitif, du dictionnaire des variables, des fichiers de données complets et du rapport technique et, pour chaque volet qualitatif, la livraison du fichier de contacts. Ces pénalités de retard s'élèvent à 200 € HT par semaine de retard.
- **Pénalités pour non-conformité du terrain :** en cas de non-respect des quotas ou de présence manifeste de réponses non humaines, trop rapides, multiples ou hors de la couverture géographique. Elles s'élèveront à 2% du montant total HT du marché.

- **Pénalité pour mauvaise programmation du questionnaire** : si une ou des questions s'avèrent inexploitable, le titulaire encourt une pénalité de 1% du montant total HT du marché.
- **Pénalité pour cause de fichiers de contacts inexploitable** : 2% du montant total HT du marché.
- **Pénalité pour non-respect du RGPD ou pour communication externe de données ou de sous-produits (rapports) non validée par l'équipe scientifique** : 4% du montant total HT du marché.

Pour les pénalités autres que les pénalités de retard, il est précisé que les pénalités appliquées s'apprécient par vague d'enquête.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités pour retard sans mise en demeure du titulaire de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du marché initial et/ou de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 19 - RESILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-PI.

19.1 - Résiliation du marché pour non-conformité au RGPD

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est

pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;

c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

19.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a droit à être indemnisé, uniquement, de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

19.3. Arrêt d'exécution des prestations

En vertu de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations à chacune des parties techniques identifiées dans le présent marché.

ARTICLE 20 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leurs différends.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre l'université et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG-PI

Il est dérogé aux articles du CCAG-PI, respectivement par les articles suivants du présent CCAP :

Articles du CCAP	Articles CCAG-PI
13.5	36
14	35
18	14 / 14.1.1 / 14.1.2 / 14.1.3
19.2	40

Fait en un seul original,
A , le.....

A Lille, le

Le Représentant désigné de la société
(Nom, signature et cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur